

[ACCUEIL \(/\)](#)[IDÉES - DÉBATS \(HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/IDEES-DEBATS/\)](https://www.lesechos.fr/idees-debats/)

LE CERCLE

Réformer la zone euro pour faire reculer le populisme

HÉLÈNE REY (HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=1349) / professeur d'économie à la London Business School | Le 24/05 à 09:30



Une partie de la population s'est sentie abandonnée et non représentée dans le système démocratique. - Shutterstock

LE CERCLE/POINT DE VUE - Pour les pays qui ont le plus souffert de la crise, où les conditions économiques ont été un catalyseur fort de la montée des extrêmes, il est plus que temps de proposer une réponse macroéconomique et sociale forte au niveau de la zone euro.

L'Italie est peut-être en train de mettre en place **un gouvernement populiste**, (<https://www.lesechos.fr/monde/europe/0301694257941-litalie-en-passe-de-se-lancer-dans-laventure-dun-gouvernement-populiste-2177368.php>) fruit d'une alliance entre le Mouvement 5 étoiles et la Ligue. L'extrême droite est déjà aux affaires dans le gouvernement autrichien. Les causes de la montée de l'extrême droite en Europe sont multiples.

Des articles de recherche récents (1), qui utilisent des données géographiques détaillées, montrent que la montée des extrêmes en Europe est due à l'interaction de chocs économiques majeurs avec des réponses macroéconomiques et sociales très inadaptées. Ainsi, les chocs économiques (augmentation des importations chinoises, crises financières transatlantiques et de la zone euro) n'ont pas été amortis suffisamment dans la zone euro en raison de politiques d'austérité procycliques et du manque de mécanismes permettant de mutualiser le risque entre les pays ou même les régions.

“Une réforme de la zone euro visant à améliorer le partage du risque entre pays est très urgente.”

Une partie de la population, la plus vulnérable à la conjoncture économique, s'est sentie abandonnée et non représentée dans le système démocratique. C'est pour cela qu'une réforme de la zone euro visant au moins à établir des règles fiscales moins procycliques et plus efficaces, et à améliorer le partage du risque entre pays tout en conservant une certaine discipline, est très urgente.

Offre politique allemande

Des propositions en ce sens ont été faites par un groupe de 7 économistes allemands et 7 économistes français dont je fais partie (2). Ne rien faire, c'est courir le risque d'une montée plus forte de l'extrême droite dans les pays européens, un scénario historique trop familier. La crise de 2008 ressemble à bien des égards à celle de 1929 et nous devrions tout faire pour éviter que ces retombées politiques soient similaires à celles des années 1930.

En Allemagne où la crise économique a été nettement moins ressentie qu'en Italie, c'est le changement d'offre politique qui expliquerait la montée du parti d'extrême droite AfD. Dans un e-book récent sur l'Allemagne, édité par Dalia Marin, professeur à Munich, on apprend qu'il y a une corrélation très élevée entre les votes pour l'AfD dans les élections de 2016-2017 et les votes pour le parti nazi dans les années 1920 et 1930 (3).

À LIRE AUSSI

> **[Percée historique de l'extrême droite allemande au Bundestag \(24/09/2017\)](https://www.lesechos.fr/24/09/2017/lesechos.fr/030609431335_percee-historique-de-l-extreme-droite-allemande-au-bundestag.htm)**
(https://www.lesechos.fr/24/09/2017/lesechos.fr/030609431335_percee-historique-de-l-extreme-droite-allemande-au-bundestag.htm)

Ce sont les mêmes municipalités qui votent pour l'extrême droite maintenant qui votaient jadis nazi. Cette corrélation est apparue seulement après 2015, c'est-à-dire quand l'AfD s'est trouvé dominé par le courant xénophobe et n'était pas là en 2013 au temps où l'AfD prônait plutôt l'austérité budgétaire.

Mini-BOTS

Pour les pays qui ont le plus souffert de la crise, où les conditions économiques ont été un catalyseur fort de la montée des extrêmes, il est plus que temps de proposer une réponse macroéconomique et sociale forte au niveau de la zone euro. Les événements pourraient accélérer les choses.

Les discussions actuelles par la coalition populiste italienne **d'introduction de mini-BOTS** (<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0301706243001-italie-la-tentation-des-mini-bots-2177702.php>) (Buoni Ordinari del Tesoriorio), qui seraient des reconnaissances de dette émises par l'Etat Italien, est une tentative d'augmenter la dette italienne en s'affranchissant des règles européennes (qui sont, il est vrai trop procycliques).

Si ces mini-BOTS servaient à financer les dépenses budgétaires massives découlant du contrat de gouvernement entre Di Maio et Salvini et une partie non négligeable des futures recettes fiscales étaient affectées à leur remboursement, la stabilité financière de l'Italie et de la zone euro s'en trouverait menacée. Il est d'ailleurs probable que la Liga conçoit ces titres, qui seraient de petite dénomination, ne porteraient pas d'intérêts et n'auraient pas d'échéances comme une monnaie parallèle appelée à favoriser la sortie de l'euro.

Hélène Rey est professeure à la London Business School.

1)L. Guiso, H. Herrera, M. Morelli and T. Sonno (2018), « Global Crises and Populism : The Role of Eurozone Institutions », forthcoming in Economic Policy.

2) « Reconciling risk sharing with market discipline : A constructive approach to euro area reform », CEPR Policy Insight No. 91.

3)D. Marin (2018), « Explaining Germany's Exceptional Recovery », CEPR Press, e-book : VoxEU.org

Hélène Rey

Vous aussi, **partagez vos idées** avec les lecteurs des Echos

[JE CONTRIBUE \(HTTP://LECERCLE.LESECHOS.FR/CONTRIBUTION\)](http://lecercle.lesechos.fr/contribution)